

NOTE DE L'ÉDITEUR*

Ce numéro double sur l'Ajustement des Economies Africaines à la Crise Economique Mondiale est le produit d'un long processus qui a pris fin avec l'organisation d'une conférence par le CODESRIA et le CSER (Centre de Recherches Economiques et Sociales, Université Ahmadu Bello, Zaria, Nigéria) du 11 au 17 Mars 1985, à Zaria.

En effet, le CODESRIA, organe de promotion de la recherche en sciences sociales en Afrique, était préoccupé par l'absence de travaux analytiques fouillés sur les problèmes africains d'ajustement causés par la crise, alors que la quasi-totalité des pays du continent doit faire face à des déficits de balances de paiement, un endettement accru, et un service de la dette de plus en plus lourd, aggravé ces dernières années par la poussée constante du cours du dollar américain.

Depuis 1980 un nombre croissant de gouvernements africains se voient obligés de négocier avec le Fonds Monétaire International et de conclure des accords (dévaluations massives, réductions des budgets des États, suppression des subventions aux produits de consommation de masse, libéralisation des régimes d'échanges et de paiements extérieurs) qui ont souvent eu des conséquences sévères au plan social.

Et surtout, les mesures adoptées à la suite de ces accords qui devaient ré-équilibrer la balance des paiements se sont avérées non seulement malvenues au plan politique mais même défectueuses au plan économique. La réaction des secteurs externes à ces mesures a été tout au plus marginale alors que manifestement le chômage et l'inflation accrus, le quasi-arrêt de l'accumulation interne du capital, l'écroulement de l'appareil productif ainsi que des disparités de plus en plus criardes entre les revenus sont choses flagrantes.

Le secret qui entoure souvent les négociations de ces accords (HUTCHFUL) et les missions du FMI et de la Banque Mondiale qui les précèdent, donnent en général l'impression qu'en Afrique les mesures d'ajustement «sont imposées de l'extérieur ou visent uniquement à rembourser les banques étrangères» (1). C'est cette impression générale qui a amené le Président Julius NYERERE lui-même à poser des questions poignantes : «Depuis quand le FMI est-il devenu un Ministère International des Finances ? Depuis quand les nations ont-elles accepté de lui céder leur pouvoir de décision» ? (2).

Dans le cadre de sa «contribution à une meilleure connaissance de l'expérience africaine», le CODESRIA a tout d'abord demandé en 1983 au Dr. Norman GIRVAN de la Jamaïque qui venait de participer aux négociations entre son pays et le FMI, de rédiger un mémorandum à l'intention de chercheurs qui souhaiteraient éventuellement étudier les relations entre les pays africains et le FMI. Il a donc tout naturellement mis l'accent sur le

* Copies of this special issue, with the Editorial Note and the Zaria Declaration in English — are available at CODESRIA.

II

processus de négociation dans l'intention d'encourager les chercheurs à entreprendre une analyse technique et politique approfondie de certains des accords les plus récents entre le FMI et les pays africains en vue d'un renforcement des stratégies de négociation des gouvernements africains. En effet comme le Dr. GIRVAN en a fait le constat, «s'il ne fait aucun doute que de nombreux pays africains ont été forcés d'adopter les mesures imposées par le FMI parce qu'ils pensaient qu'il n'existait pas d'autres solutions viables, leur attitude s'explique également par le fait que les gouvernements, pris isolément, n'ont pas suffisamment d'expérience et d'expertise pour opposer aux arguments techniques du FMI d'autres arguments et d'autres stratégies qui pourraient refléter un compromis plus satisfaisant entre les exigences du FMI et les besoins, les objectifs des pays africains».

Dès les premiers mois de l'année 1984, le CODESRIA a formellement lancé un projet de recherche sur l'anatomie de la crise et les problèmes d'ajustement des économies africaines. Tout en insistant toujours sur les relations des pays africains avec le FMI (s'agissant notamment des problèmes d'ajustement), dans sa présentation du projet de recherche le CODESRIA a soulevé des questions qui devaient aboutir à la détermination des processus tant nationaux qu'internationaux qui sont à l'origine de la situation économique mondiale actuelle. Ceci impliquait que le cadre de la recherche devait nécessairement être élargi pour englober l'étude de la nature de la crise du système mondial capitaliste, l'analyse des systèmes internationaux d'échanges : monnaie et paiement, de la structure d'intégration des pays africains au sein de la Division Internationale du Travail qui est elle-même liée aux stratégies de développement poursuivies dans les différents pays africains et aux alliances de classes assurant leur consolidation. A cet effet, un certain nombre de pays dont les structures économiques, la base de ressources, les idéologies politiques varient et qui sont plus ou moins parvenus à un compromis avec le FMI : (a) les pays n'ayant conclu aucun accord avec le FMI ; (b) les pays ayant conclu des accords ; (c) les pays appliquant de façon progressive et sélective des mesures identiques à celles du FMI et niant, du moins pour le moment, avoir conclu un quelconque accord avec le Fonds) ont été sélectionnés de façon à représenter le plus large échantillon possible d'expériences africaines en ce domaine.

Les récents événements du Nigéria ont quelque peu accéléré l'exécution de ce projet. En effet, nos collègues du Centre de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Ahmadu Bello, Zaria (Nigéria) ont pris l'initiative d'inviter des chercheurs et des responsables gouvernementaux pour étudier l'impact des diverses mesures d'austérité prises par le gouvernement et de la politique implicite de privatisation des entreprises publiques au Nigéria. Ils ont demandé au CODESRIA d'inscrire cette initiative dans son projet global, et c'est avec enthousiasme que le CODESRIA a accédé à leur requête.

Les articles contenus dans ce numéro double sont pour une grande part (mais pas exclusivement) ces mêmes communications présentées lors de la conférence conjointe CODESRIA/CSER sur «l'Ajustement des Economies Africaines à la Crise Economique Mondiale». En fait, depuis l'annonce du projet du CODESRIA sur le FMI et les problèmes d'ajustement des pays africains provoqués par la crise, des articles sur ce sujet ont commencé à nous parvenir. Les lecteurs se rappelleront que deux articles de Eboe HUTCHFUL et Ajit SINGH sur les expériences respectives du Ghana et de la Tanzanie avaient été publiés dans le volume IX, No. 2 de *Afrique et Développement*. D'autres articles qui nous sont parvenus par la suite (notamment ceux de WAGACHA, de CAMPBELL, de MKANDAWIRE ainsi que les articles préparés pour la conférence prévue par la Fondation Friedrich Ebert sur le FMI) ont été retenus pour étude en vue de leur publication dans le présent numéro en même temps que les articles présentés à la conférence organisée conjointement par le CODESRIA et le CSER.

Même dans le cadre d'un numéro double, il s'est avéré impossible de publier tous les articles dont disposait le CODESRIA ou qui avaient été présentés à la conférence. Il nous fallait par conséquent limiter notre choix à quelques études de cas très intéressantes en nous efforçant de retenir autant que possible deux articles au moins par cas de façon à fournir aux lecteurs deux perspectives différentes pour chaque cas.

Les articles de WAGACHA et de DIOUF sont de toute évidence des articles primordiaux qui s'efforcent d'examiner la logique interne du modèle théorique du FMI, base d'analyse des programmes et des conditionalités du Fonds. WAGACHA ne s'arrête pas là cependant ; il développe le concept du Fonds Monétaire Africain qu'il perçoit «non pas comme un organisme de remplacement d'autres organismes de financement ou comme une solution de rechange» mais comme un Fonds dont l'objectif essentiel est de tendre vers l'ajustement à long terme, de renforcer les capacités internes d'offre et la promotion de la coopération et des échanges inter-africains.

L'intérêt de l'expérience tanzanienne réside moins dans son caractère unique que dans la résistance apparente mais ostentatoire du Leader Tanzanien aux exigences du FMI. Dans son article, SINGH tente de situer les points majeurs de discordance entre le Fonds et la Tanzanie tout en étudiant par ailleurs l'analytique des autres options macro-économiques. Il définit également de façon très intéressante le concept de déséquilibre structurel à long terme qui fait écho à la préoccupation de DIOUF, à savoir que : l'économiste du FMI ne sait rien, semble-t-il des conditions de limite de l'équilibre social. En s'appuyant sur le budget de 1984, CAMPBELL tente de «pénétrer l'essence de la direction économique actuelle» et de produire des «preuves de la bonne ou de la mauvaise gestion de l'économie». Il appartient cependant au lecteur de déterminer si CAMPBELL abonde dans le sens de SINGH qui pense que «ce qui a fait la force de ces institutions,

*c'est précisément le fait que les dirigeants tanzaniens sont déterminés à suivre une voie indépendante fondée sur des principes socialistes égalitaires et à ne pas accepter de s'engager servilement dans la voie de l'ajustement capitaliste imposée par le FMI». Pour étayer l'analyse, nous avons décidé de publier dans *Afrique et Développement*, à titre de document, le discours du Dr. Kighoma A. MALIMA, Ministre du Plan et de l'Economie de la République Unie de Tanzanie. Le cas du Maroc est instructif en ce sens qu'il permet de déterminer si l'idée couramment admise que les programmes du FMI ont un caractère uniforme est fondée. Bien que le niveau de déséquilibre de la balance des paiements n'ait rien d'extraordinaire si on se réfère aux normes africaines, les perspectives d'ajustement du Maroc se compliquent en raison de deux facteurs : (i) l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, tous deux concurrents directs du Maroc pour ses exportations de produits agricoles ; (ii) l'incidence de la récession dans les pays occidentaux non seulement sur les recettes touristiques mais aussi sur les envois de fonds des travailleurs émigrés, qui constituaient auparavant 40% des recettes d'exportation. EL-MALKI et AKESBI analysent les programmes d'ajustement structurel négociés avec le Fonds depuis 1983 pour en mettre en évidence la logique.*

A l'instar de la Tanzanie, le Ghana et le Zimbabwe posent un problème intéressant : celui des conditions politiques à remplir avant que des régimes qui prétendent représenter les travailleurs, le paysannat et les classes démunies puissent permettre un arrangement avec le FMI. La Banque du Ghana donne les raisons techniques pour lesquelles depuis 1966 le Ghana recourt aux mesures de stabilisation du FMI et adhère ou non aux objectifs des tests de performance. Eboe HUTCHFUL adopte une approche différente et s'appesantit sur les aspects politiques et économiques des politiques d'ajustement depuis 1966 et en particulier sur les événements qui ont suivi le Plan de Redressement Economique de 1983. Thandika MKANDA-WIRE traite, selon une approche similaire, de l'histoire récente de l'économie du Zimbabwe.

Les cas de la Côte d'Ivoire et de la Colombie présentent des analogies frappantes mais aussi des différences majeures. D'une part : (1) pour ce qui est des échanges officiels tout au moins, les deux pays sont tributaires du café (et du cacao pour la Côte d'Ivoire) dont les cours étaient exceptionnels de 1976 à 1979 ; (2) pendant cette période, d'importants programmes d'investissement public financés par des crédits commerciaux facilement accessibles ont été entrepris, eu égard à la conjoncture internationale favorable ; (3) la chute vertigineuse des cours du café et du cacao depuis 1980 est directement responsable du déséquilibre de la balance des paiements. D'autre part, (a) l'existence en Colombie de syndicats, d'associations de paysans et de citoyens bien organisés ainsi que de «guérillas» qui limitent les possibilités de mise en œuvre de stratégies pro-capitalistes pour résoudre la crise, rend difficile tout compromis avec le FMI. (b) Les exportations de

la Colombie sont pour une grande part «occultes» et pour des raisons évidentes il n'est pas de l'intérêt des pays occidentaux (spécialement des Etats-Unis) que la promotion de ces exportations serve de support à l'équilibrage du secteur extérieur. (c) En raison de son appartenance à la zone franc, la Côte d'Ivoire connaît de sérieuses contraintes dans la poursuite de sa politique monétaire et de sa politique de taux de change. La Colombie est par contre un véritable laboratoire d'expérimentation en matière de politiques de taux de change. Elle a, entre autres, fait l'expérience (intéressante pour l'Afrique) de maintenir le taux officiel de change au-dessous de celui du marché parallèle. Les articles de Bamba MOUSSA et de ROJAS exposent donc les stratégies du FMI à l'endroit de la Côte d'Ivoire et de la Colombie. L'article de CURNANEL sur les relations de la Guinée avec le FMI nous est parvenu en dernière minute. Nous avons décidé de le publier pour la raison évidente que très peu de travaux ont été entrepris à ce jour sur le cas de la Guinée. Enfin, parmi les études de cas présentées dans ce numéro double nous avons les articles de Bala USMAN, de OWOSEKUN et de ADERIBIGBE qui analysent la crise au Nigéria sous différents angles...

Dans ce numéro paraît également, à titre de document, un des résultats de la conférence : «La Déclaration de Zaria des Spécialistes Africains en Sciences Sociales sur l'Ajustement des Economies Africaines à la Crise Economique Mondiale». Cette déclaration part du principe que les économies africaines sont confrontées à une crise dont les manifestations ne sont que trop évidentes. Ce sont la «survie même de l'Etat en Afrique, la légitimité des régimes en place et la perpétuation du régime impérial» (p. 301) qui sont en jeu. A partir de là, ce document procède à une analyse socio-politique des pays africains pour tenter d'expliquer les réactions des gouvernements africains et de la communauté internationale à la crise et de déterminer les divers scénarios auxquels sont confrontés les pays du Tiers-Monde en général et les pays africains en particulier. La seule véritable solution offerte aux gouvernements africains, selon la Déclaration, est de «rompre radicalement avec le FMI et la Banque Mondiale, ce qui implique une transformation fondamentale nécessaire de la Division Internationale du Travail existante et la recherche effective d'autres modèles de développement fondés sur la solidarité sous-régionale, régionale et Sud-Sud». Le succès de cette stratégie sera fonction du niveau de démocratisation des processus économiques et politiques des divers pays et de l'évolution de la composition du groupe des pays du Tiers-Monde à l'avant-garde du Mouvement Tiers-Mondiste.

Néanmoins la Déclaration n'est pas explicite sur la question fondamentale de savoir si la crise en Afrique est le produit d'une «crise» au centre du système mondial capitaliste et, si c'est le cas, elle ne pose pas la question de savoir quelle est la nature de cette crise ? Des divergences d'opinions ont surgi à ce niveau entre les participants à la conférence.

La principale question posée par les participants est celle de savoir dans quelle mesure on peut se servir automatiquement et systématiquement du terme de « crise » pour qualifier des changements de rythme de l'activité économique au niveau du système capitaliste du centre qui, au plan structurel se caractérise par des phases alternées d'expansion et de déflation.

D'aucuns ont avancé qu'il est difficile de parler de crise généralisée du Capital ou du Capitalisme Central (dans son ensemble) depuis la fin des années 60, parce que d'une part, la récession que connaît le « Centre » depuis près de quinze ans ne ressemble en rien aux dépressions de 1875–1890 et de 1920–1930, et d'autre part les chiffres de taux de croissance et de chômage au centre (même en Grande Bretagne et aux USA) ne peuvent non seulement pas être comparés à ceux qui avaient prévalu lors des dépressions précédentes mais apparaîtraient même ridiculement élevés/faibles par rapport à ceux de la périphérie.

Cela revient à dire que « la Crise » du centre (si crise il y a) n'a pas le caractère de drame humain qu'elle revêt dans le Tiers-Monde et notamment en Afrique où la famine généralisée est un fait réel vécu par de nombreux pays, une menace pour d'autres et où l'émigration massive d'un pays africain à un autre qui aboutit en général à des expulsions, les « émeutes de la faim » et les situations socio-politiques explosives sont la règle.

Toujours selon les tenants de cette théorie de la « crise », il est impossible de ne pas remarquer que le concept de « crise » généralement admis (par l'opinion publique internationale) correspond toujours aux préoccupations des groupes sociaux dominants sur la scène mondiale. Ainsi avons-nous la « crise de l'OPEP », la « crise de l'endettement » du Tiers-Monde, la « crise de la balance de paiements des pays en développement (mais non pas celle des USA) etc...

Le terme « crise » ne joue-t-il pas un rôle idéologique indispensable dans l'intériorisation et le renforcement des rapports de domination ? Si par conséquent les groupes dominés admettent que la détérioration de leur situation est due à la crise (crise dont personne n'est responsable), ils ne peuvent qu'accepter de payer le prix et faire preuve de solidarité avec les groupes dominants dans leur lutte pour juguler la crise. Sur le plan international, la « crise » justifierait par conséquent le refus du « Nord » industrialisé de transférer véritablement des ressources au Tiers-Monde, ainsi que les mesures de protectionnisme, les taux d'intérêts exorbitants et l'imposition par le FMI de mesures de stabilisation.

Enfin l'utilisation du terme « crise » est une menace implicite à la primauté du Capital ; or (grâce aux innovations technologiques en matière de micro-électronique, de robotisation et d'automatisation) on vit à l'heure actuelle une situation où une occasion inégalée est donnée au capital de restructurer à volonté la Division Internationale du Travail et les rapports de production, d'autant plus que les contradictions entre les pays du centre

VII

revêtent un caractère secondaire. Il vaudrait mieux attribuer la situation actuelle à des «dérèglements» ou «perturbations» du système capitaliste central, dûs à l'absence de correspondance entre le pouvoir (potentiel et réel) du capital et la législation anachronique et contraignante du travail au centre ; le dynamisme et l'hégémonie (désormais contestés) de l'économie américaine, l'essor de l'Europe de l'Ouest et du Japon, d'une part, et le maintien persistant du dollar comme monnaie d'échange dans le système monétaire et de paiements international, d'autre part.

Bien que n'entraînant pas de changements fondamentaux dans le système économique et monétaire international, ces «dérèglements» ou «perturbations» dans les pays capitalistes du centre, notamment les mesures de redressement prises à cet égard, sont susceptibles de causer des problèmes prenant des proportions de crise, tant pour les salariés du Centre que pour les pays de la périphérie (balance de paiements, crise de l'endettement etc...). Dans les pays de la périphérie en particulier ces problèmes pourraient bien se traduire par une crise de l'accumulation puisque le poids de l'endettement, le protectionnisme et les politiques d'ajustement préconisées par le FMI ou négociées avec celui-ci pourraient bloquer les anciennes stratégies de développement (industrialisation de substitution à l'importation, croissance extravertie etc...). Cependant pour la majorité des participants il y aurait effectivement «crise». En d'autres termes le système, mondial capitaliste serait en pleine crise depuis la fin des années 60, ce qui fait penser au fameux cycle de Kondratieff.

Selon ce point de vue qui définit la «crise» comme une période de rupture d'équilibre, de remise en cause des éléments fondamentaux d'un système, chaque phase d'expansion du capitalisme se caractérise par : (1) un modèle d'accumulation bien défini et l'existence d'industries de pointe ; (2) une organisation particulière de la Division Internationale du Travail ainsi qu'un certain équilibre (ou déséquilibre caractérisé par la domination d'un pays) entre les pays capitalistes du centre. Ces éléments déterminent à leur tour le type d'alliance (de classes) correspondant au modèle d'accumulation (3).

Toujours selon ce point de vue, la crise actuelle tient essentiellement à l'essoufflement du modèle d'accumulation fondé sur le «Fordisme» (expansion systématique et équilibrée de la production et de la consommation de masse) et, avec lui, de la Démocratie Sociale (association sociale du capital et du travail qui se traduit par des conventions collectives, des augmentations de salaires dictées par la productivité, l'établissement d'un Etat-providence).

Toujours selon les défenseurs de ce point de vue, ce modèle est menacé principalement par la chute des profits, le vaste désenchantement qu'il a suscité dans la classe ouvrière, la montée des forces socialistes et du militantisme dans le Tiers-Monde. Les pays capitalistes vont par conséquent devoir rétablir la primauté absolue du capital et les taux de profit ; ce qui va

VIII

nécessiter non seulement des amendements du «contrat» social, dans les pays industrialisés mais aussi un nouveau mode d'insertion du Tiers-Monde dans la Division Internationale du Travail.

Au centre (grâce à l'économie reaganienne ou au thatchérisme) c'est en affaiblissant les syndicats, en démantelant l'Etat-providence, en se servant des nouvelles technologies que seront sapés les acquis des travailleurs, alors qu'à l'échelle mondiale, la stratégie du capital visera à la rationalisation plutôt qu'à l'expansion de l'investissement productif, ce qui implique la relocalisation de la production dans les pays où les syndicats ne sont pas puissants, où les salaires sont bas et où règne la stabilité politique, des périodes d'amortissement courtes, des investissements garantis et subventionnés par l'Etat, etc... Face à cette situation, les Etats-Unis tentent dans leur politique fiscale et monétaire (notamment les taux d'intérêt élevés, la surévaluation du dollar) de rétablir leur domination sur l'Europe de l'Ouest et le Japon.

Les débats nous ont convaincus de l'ampleur de la tâche qu'implique pour les spécialistes africains en sciences sociales, la définition de la nature de la mutation qui prévaut au niveau de l'économie mondiale, de la place de l'Afrique dans la Division Internationale du Travail et des processus d'ajustement et de leurs implications. Nous osons croire que ces articles marqueront le démarrage d'une recherche plus fondamentale sur ces aspects.

REFERENCES

1. Banque Mondiale, Rapport annuel, 1984, p. 41.
2. Voir «No to IMF Meddling»: Extraits du Message du Nouvel An (1980) du Président Nyerere aux Diplomates accrédités auprès du gouvernement tanzanien. Reproduit dans *Development Dialogue* 1980: 2.
3. Samir Amin, notamment dans «La Crise de l'Impérialisme Contemporain», (publié dans Samir Amin *et. al.*, «*La Crise de l'Impérialisme*», Editions de l'Université, Paris), a des idées spécialement intéressantes sur la notion de crise et les caractéristiques de la phase expansionniste du capitalisme.

Cadman-Atta MILLS.

N.B./ *L'original de cette note est en anglais.*